

26 juillet 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République

Monsieur le Président,
Madame,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Chers amis,

Je veux vous dire tout le bonheur qui est le nôtre, ma délégation et moi-même, d'être parmi vous au Cameroun et je tenais à vous remercier pour l'accueil que vous nous avez réservé. Ce déplacement, vous l'avez parfaitement dit, Président, marque pour nous un moment important. Et ce n'est pas un hasard, en effet, si j'ai choisi de venir dans votre pays pour la première étape de cette petite tournée africaine, la première depuis ma réélection. D'abord, du fait de la profondeur de la relation franco-camerounaise et du caractère exceptionnel de l'amitié entre nos deux pays. Ensuite, parce que le Cameroun est un partenaire stratégique en Afrique centrale, région avec laquelle je souhaite, justement, consacrer plus de temps lors de ce second quinquennat. Enfin, parce que je dois le dire, je suis très admiratif de la jeunesse camerounaise. Nous en avons longuement parlé. Le niveau d'excellence des jeunes diplômés camerounais, les talents qui sont ici présents, sont une fierté pour le pays et je pense que le rôle de la France est d'aider au maximum à leur donner une place et leur permettre de réussir.

Cette relation forte et ancienne qui unit le Cameroun à la France se traduit par une coopération exceptionnelle. Nos priorités communes ont fait du Cameroun l'un des premiers partenaires de l'Agence française de développement. Aux côtés du Gouvernement camerounais, elle a financé des projets à hauteur de deux milliards d'euros ces dix dernières années et les quelques 200 entreprises françaises présentes dans le pays, actives dans tous les secteurs, participent au dynamisme de votre économie. C'est une force pour nous tous.

Cette présence française, elle a été concurrencée ces dernières décennies, c'est bien normal, par d'autres. Il nous appartient d'être meilleurs, plus efficaces, d'œuvrer ensemble aussi à une plus grande transparence des marchés et à une plus grande efficacité collective. Là aussi, nous en avons longuement parlé, mais je souhaite qu'on puisse diversifier cette coopération au-delà des infrastructures et des commodités, qu'on puisse regarder dans le domaine de l'agriculture, de la formation, du numérique et également des industries culturelles et créatives et du sport, comment faire davantage ? C'est d'ailleurs le sens de la délégation qui m'accompagne. Je salue également la qualité de notre coopération de sécurité et de défense, mais là aussi, nous voulons la renforcer en particulier en matière de formation. J'ai bien pris note de vos demandes, Président. Cette coopération, c'est celle qui nous permet d'agir contre le terrorisme dans le bassin du lac Tchad. Nous avons ensemble évoqué, évidemment, cette situation, notre volonté de lutter contre le terrorisme, de le faire en lien avec tous les pays de la région qui sont touchés par ce phénomène comme d'ailleurs la France, vous le savez, y est engagée depuis des années. Nous avons également évoqué ensemble la situation de plusieurs pays de la région, notamment la République centrafricaine, et de notre préoccupation commune à l'égard des ingérences qui s'y font jour.

Nous sommes également convenus avec le Président BIYA de continuer de travailler à l'approfondissement des liens entre nos deux pays sur plusieurs volets et en particulier, en matière de développement économique. J'ai évoqué quelques-unes des pistes et des secteurs sur lesquels nous voulons avancer, également en matière de paix, de prospérité et de stabilité. À cet égard, conformément à nos engagements, je tiens à renouveler - et nous en avons là aussi longuement parlé -, le soutien de la France au processus de décentralisation. Je demeure en effet convaincu, je l'ai dit au Président, que la régionalisation constitue une réponse à la grave crise qui continue d'affecter le pays dans ses régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; et que c'est par ce processus politique de dialogue, de réformes, d'avancées, de conciliation, qu'une solution durable pourra être trouvée.

Cette volonté d'avancer ensemble, nous l'avons aussi constatée dans le domaine de la sécurité alimentaire. Vous venez de le rappeler, Président, et juste après notre échange, j'aurai l'occasion de retrouver plusieurs de nos délégations et plusieurs ministres pour avancer dans cette direction. La hausse du cours des matières premières, les difficultés d'approvisionnement dans un contexte d'inflation, qui pour partie, étaient dues à une reprise non coordonnée mondiale mais qui a été largement aggravée par la guerre lancée par la Russie en Ukraine, n'épargne ni l'Afrique, ni le Proche et Moyen-Orient, ni l'Europe. Et, alors même que nous sortons à peine de la crise liée au COVID-19, ce conflit met à l'épreuve directement nos économies et en particulier la vôtre. C'est pour faire face à ces conséquences, notamment en Afrique, que nous avons souhaité nous engager.

Nous en avons d'ailleurs parlé il y a quelques semaines, ensemble au téléphone. Mais dès le mois de mars, nous nous sommes engagés pour cette initiative dite « FARM », qui vise d'une part à aider à faire circuler les denrées alimentaires afin d'éviter que cette crise ne les touche, ne bloque la circulation et ne crée des situations de surstockage, mais permette surtout de produire davantage dans les pays qui en ont besoin, en particulier les pays africains. Nous nous retrouverons tout à l'heure.

C'est un objectif de formation, c'est un objectif de production accrue sur le plan agricole, c'est un objectif pour bâtir une plus grande autonomie africaine en matière d'engrais et de production renforcée. C'est un partenariat public/privé que nous voulons ainsi établir. L'investissement de la France dans le secteur agricole au Cameroun est évidemment ancien, mais c'est une manière là de lui donner un nouveau jour, de le renforcer et de permettre de régler la crise qui est la nôtre, comme vous l'avez un instant dit Président, par de la coopération. Coopération entre nos deux pays, coopération entre nos académiques, nos systèmes de formation, coopération entre nos systèmes publics et privés.

Ce déplacement est également l'occasion pour moi de maintenir la dynamique créée par le nouveau sommet Afrique-France de Montpellier. En octobre dernier, en effet, j'avais été frappé par la vitalité et la vivacité des représentants de la société civile camerounaise qui avaient fait le déplacement. C'est pourquoi, en fin de journée, je me rendrai au Village-club Noah pour écouter, échanger avec les nouvelles générations camerounaises et françaises sur la politique française en Afrique et la relation entre nos deux pays et nos jeunes. Nous parlerons des enjeux de participation citoyenne, de démocratie, de développement durable, de patrimoine, de sport, de culture, des enjeux qui nous concernent tous, pour nous aider à mieux bâtir encore et renforcer le partenariat qui est le nôtre.

Voilà en quelques mots le sens de la visite qui est la mienne et une partie de ce que nous avons échangé avec le Président à l'instant. Nous avons couvert beaucoup de sujets sur le plan bilatéral, sur le plan de la sécurité régionale, de la coopération régionale. Nous avons fait à peu près le tour du monde. Mais sur chacun de ces points, nous avons défini un agenda précis avec des points de rendez-vous qui seront réguliers. En tout cas, je veux ici que vous tous puissiez n'avoir aucun doute sur la volonté de la France et ma détermination à travailler avec vous dans la direction que je viens d'évoquer.

Je vous remercie.